

Rencontre de la commission régionale Afrique du 25 au 30 aout en Cote d'Ivoire



La Fédération Internationale des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active, FICEMEA, a organisé, du 01 au 07 novembre 2014 à Namur en Belgique, un Séminaire international sur les *Mécanismes et conséquences de la marchandisation de l'éducation. Rôles et responsabilités respectifs des Etats et des sociétés civiles*. Treize (13) pays de la Zone Afrique membres de la FICEMEA ont activement pris part à cette importante rencontre de réflexion. Pour préparer ces assises de Namur, les pays de la Zone Afrique se sont retrouvés à Porto Novo au Bénin en mars 2014 et ont dégagé les convergences de leurs contextes, les alternatives et les suggestions communes.

Des stratégies ont été élaborées à Namur visant à *interpeler les Etats pour qu'ils assument leur rôle de régulateur, de contrôle et de suivi et leurs obligations constitutionnelles* notamment par l'élaboration des plaidoyers, des actions de formation, de sensibilisation, d'échanges, l'élaboration des états de lieux, etc.. Pour s'approprier cette démarche, huit (08) pays de la Zone Afrique de la FICEMEA dont l'Algérie, le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Niger, le Sénégal et le Togo se



sont retrouvés à Abidjan et à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire du 25 au 30 août 2015 pour débattre du thème **La problématique de la gratuité de l'école en Afrique**. L'idéal de gratuité de l'école que clament tous les Etats aujourd'hui, est mis à l'épreuve et même fauché par la virulence et la subtilité des pratiques de marchandisation de l'éducation que laissent pourtant prospérer ces mêmes Etats par leur inaction, leur incapacité, leur immobilisme, leur indifférence et leur défaillance.

La Rencontre de la Zone Afrique, accordée par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et honorée par la présence de Yvette Lecomte et Sonia Chebbi, respectivement Présidente et Déléguée Permanente de la FICEMEA, Isabelle Palançon, Coordonnatrice Zone Europe et Responsable de l'International des CEMEA France, a permis aux participants, après l'analyse des contextes, de définir des pistes communes d'action pour permettre à notre mouvement de jouer son rôle d'une société civile responsable et citoyenne dans nos différents Etats.

Le Professeur Fadiga Kanvaly, Membre de l'Académie des Sciences, des Arts et des Cultures d'Afrique et des Diasporas Africaines, Consultant en éducation, énonce dans sa conférence inaugurale de la Rencontre que le principe de gratuité de l'école est à la fois partagé entre le réalisme de l'angle d'analyse économiste qui estime que l'école n'est jamais gratuite, qu'elle a toujours un coût et la vision politique qui l'utilise pour mobiliser la société. Quelque soit l'angle d'approche, les Associations CEMEA de la Zone Afrique dénoncent les abus et les dérives que connaît la mise en application de ce principe et demandent aux Etats d'assurer leur rôle de régulateur, de contrôle et de suivi.

Ce qui s'est dégagé de nos assises, c'est que malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics, l'école, comme moyen formel d'éducation, reste embrigadée entre les mains des acteurs marchands qui usent d'astuces et profitent quelquefois de la somnolence des Etats. Les participants à la Rencontre de

Côte d'Ivoire ont pris la résolution de mener des actions de plaidoyer, de sensibilisation, d'éducation, de formation et d'information auprès de tous les acteurs de la communauté éducative afin d'amener chacun à jouer son rôle pour permettre à tous de bénéficier du droit fondamental à l'éducation reconnu à tout être humain. Mais, cet idéal est-il réalisable ? Autrement dit, tel que s'interroge le Professeur Fadiga, [En Afrique], *la politique de gratuité de l'école peut-elle prospérer dans un contexte de libéralisme économique triomphant et de poussée démographique préoccupante qui accroît régulièrement les demandes sociales dans le domaine [...] de l'éducation ?*

Alexandre Ateba

Coordonnateur Zone Afrique

Consultez les [Actes Afrique](#)



